

<https://www.pressegauche.org/Il-n-y-a-pas-de-solution-a-la-crise-climatique-sans-nous-delegation-des-peuples>



Il n'y a pas de solution à la crise climatique sans nous » (délégation des peuples indigènes du Brésil)



Crédit Photo: Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

International - Amérique centrale et du sud -
Date de mise en ligne : mardi 16 novembre 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

L'Articulation des peuples indigènes du Brésil (Apib-Articulação dos Povos Indígenas do Brasil), avec toutes ses organisations de base, a réuni la plus grande délégation de dirigeants indigènes brésiliens de l'histoire pour la Conférence sur le climat (COP26). Plus de 40 représentants des peuples indigènes seront à Glasgow entre le 31 octobre et le 12 novembre, avec l'objectif « d'occuper » la conférence afin d'alerter le monde sur la nécessité de délimiter les terres indigènes et de protéger les peuples indigènes pour l'avenir de la planète.

11 novembre 2021 | Hebdo L'Anticapitaliste - 590

<https://lanticapitaliste.org/actualite/international/cop26-il-ny-pas-de-solution-la-crise-climatique-sans-nous-affirme-la>

« Nous nous opposons aux fausses solutions basées sur des innovations technologiques élaborées à partir de la même logique développementaliste et productiviste qui provoque le changement climatique. Nous critiquons les solutions qui ne reconnaissent pas les peuples indigènes et les communautés locales comme étant essentiels à la défense des forêts, à la diminution de la déforestation et des incendies, et comme étant fondamentaux pour garantir l'objectif déclaré de maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 1,5 degré Celsius », souligne le message de l'Apib adressé aux dirigeants mondiaux, aux hommes d'affaires, aux fonctionnaires publics et aux organisations qui seront présents à la COP26.

La délégation indigène brésilienne à la conférence va dénoncer le génocide et l'écocide indigènes en cours au Brésil, aggravés par la pandémie de Covid-19 et le projet mortifère du gouvernement fédéral. A l'occasion de la journée internationale des peuples autochtones, le 9 août 2021, l'Apib a déposé une motion sans précédent auprès de la Cour pénale internationale (CPI) afin de dénoncer le gouvernement Bolsonaro pour génocide.

« Nous avons façonné et protégé nos biomes [une vaste zone géographique qui partage un climat, une faune et une flore similaires] au prix du sang de millions de nos proches. Le génocide des peuples indigènes, la persécution des défenseurs des territoires et l'occupation illégale de nos terres constituent le crime le plus grand et le plus répandu que l'humanité ait commis tout au long de son histoire. Il s'agit d'un crime continu et actuel, que nous dénonçons dans toutes les instances », souligne avec force la délégation dans son message.

Selon les organisateurs de la délégation, il s'agit de la plus grande délégation de dirigeants indigènes brésiliens dans l'histoire de la COP. L'Apib participe à la conférence depuis 2014 [COP de Lima]. Elle avait mobilisé, en 2019 [COP de Madrid], un groupe de 18 personnes pour cette dernière COP, ce qui était jusqu'alors la plus grande participation de dirigeants. Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, qui a touché des milliards de personnes, les peuples autochtones affirment la nécessité de respecter la biodiversité présente dans les territoires indigènes.

Pour la délégation indigène, la politique actuelle du gouvernement fédéral brésilien est néfaste pour l'environnement, le climat et les communautés traditionnelles. L'Apib et ses organisations indigènes ne cessent de dénoncer les invasions de territoires, la contamination des rivières et des sources par les pesticides et le mercure [utilisé pour extraction de l'or], la déforestation effrénée de la forêt amazonienne, du Cerrado [région de savane qui représente 22% de la superficie du Brésil] et des zones humides du Pantanal [écorégion qui s'étend sur l'Etat Matto Grosso do Sul et sur celui du Matto Grosso ; cette écorégion appartient au biome des prairies et savanes inondées]. Selon l'Apib, malgré cette situation, les fonds d'investissement continuent de soutenir financièrement l'appât effréné du gain qui détruit la planète.

Bien qu'elles soient responsables de la protection de la majeure partie du patrimoine forestier mondial et, par

Il n'y a pas de solution à la crise climatique sans nous » (délégation des peuples indigènes du Brésil)

conséquent, de la capacité à stocker plus de 293 gigatonnes de carbone, un tiers des terres indigènes et communautaires de 64 pays sont menacées en raison de l'absence de délimitation territoriale précise.

Le Brésil, qui était à l'origine une terre entièrement indigène, ne réserve aujourd'hui à ses populations indigènes que 13,8% du territoire du pays. Or cette portion du territoire est la plus préservée au cours des 35 dernières années, représentant moins de 1% de la déforestation au Brésil durant cette période, selon les données de MapBiomass [l'objectif du MapBiomass est de produire des cartes annuelles d'occupation et d'utilisation des sols pour l'ensemble de l'Amazonie]. Ce pourcentage ne représente toutefois pas toute l'étendue des forêts protégées par les peuples indigènes. Selon l'Apib, en plus de la paralysie de la délimitation des terres indigènes, les territoires traditionnels déjà délimités sont fortement menacés par le pouvoir, dans une tentative anticonstitutionnelle de nier la présence traditionnelle des peuples indigènes dans le pays, et l'occupation de leurs terres bien antérieure à la formation de l'Etat brésilien.

La délégation souligne : « *Nous allons à Glasgow pour alerter une fois de plus le monde. Et à cette occasion nous le ferons avec une gravité encore plus grande : le genre humain est en train de nous conduire nous tous vers le chaos et la mort ! Notre mère la Terre est épuisée. L'avenir de la planète et des espèces qui l'habitent dépend de notre capacité commune de coopération : pour défendre et renforcer les peuples indigènes et les communautés locales, pour garantir la sécurité des territoires traditionnels face aux intérêts économiques prédateurs, et pour créer ainsi que promouvoir des solutions climatiques efficaces fondées sur la nature et les communautés qui la protègent. »*

Traduction par la rédaction de A l'Encontre